

Un journal de presse dans la société des Cris de la Baie James

A Newspaper in the James Bay Cree Society

Una revista en la sociedad de los Cri de la Baie James

Samuel Neural

Volume 42, Number 1, 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1023721ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/1023721ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (print)

1923-5151 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Neural, S. (2012). Un journal de presse dans la société des Cris de la Baie James.
Recherches amérindiennes au Québec, 42(1), 59–65.
<https://doi.org/10.7202/1023721ar>

Article abstract

In December 1993, during a time of political struggle, four young Cree leaders who disagreed with the way the James Bay Agreement was negotiated founded *The Nation*, a bi-monthly James Bay Cree newspaper. Born in a society in which journalism hardly ever existed, this newspaper quickly became a locus for social dialogue. The author focuses on three aspects that inform the practice of journalism as it develops in this context: first, by examining how an informal hierarchy weighs on its organisational structure; secondly, by considering the particular relationships between journalists and their sources of information; finally, by examining column content in the context of a society occupied with the redefinition of its social basis.



Note de recherche Un journal de presse dans la société des Cris de la Baie James

Samuel Neural

Département de
sociologie-
anthropologie
Université Louis
Lumière Lyon 2

DÉPUIS SA CRÉATION, en décembre 1993, le journal *The Nation* occupe une place particulière dans le paysage institutionnel et social des Cris de la Baie James au Québec. Né de l'initiative de jeunes leaders dissidents face aux négociations de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, le journal s'est très vite inscrit comme plate-forme d'un contre-pouvoir possible face aux institutions politiques nées des négociations, certains estimant l'ensemble des traditions, sur lesquelles reposaient encore la société, bradées au profit d'administrateurs voués au « gouvernement par les bureaux » (Richardson 1976). Pour la majorité des Cris, les bénéfices économiques des indemnités n'étaient pas à la mesure des impacts écologiques que leur société allait subir (territoires immergés, écosystème perturbé, contamination de certaines rivières et de certains lacs). Estimant que la population se devait d'être tenue informée des changements brusques résultant des transformations sociales, économiques, écologiques et politiques que chacun était en train de connaître, de jeunes leaders dissidents prirent l'initiative de créer un journal de presse qui puisse s'adresser à chacun et à travers lequel tous les membres de la société pourraient s'exprimer.

Le journalisme voit donc le jour bien tardivement chez les Cris de la Baie James, quand on sait qu'il est présent dans les sociétés autochtones dès le XVIII^e siècle, chez les Cherokees

(Murphy 1981) des États-Unis et du nord du Canada, à l'initiative de quelques missionnaires (Alia 1999 : 75). Même la grande vague des mouvements de revendication autochtone de 1970 d'où vont émerger de nombreux journaux¹, n'aura que peu d'écho sur les franges orientales de la Baie James. Le journalisme est donc un domaine quasi inexploré de la société crie, dont il n'existe qu'une littérature encore très embryonnaire même si les outils de communication dont se servent ces sociétés ont commencé à être explorés (Elberg, Salisbury et Visitor 1976; Salisbury 1986; Alia 1999, 2005, 2010). Il sera donc difficile de parler d'une tradition de la pratique ou d'y trouver quelques travaux qui viennent éclairer les nôtres. Mais la question qu'il convient de poser lorsque l'on met face à face la pratique du journalisme et la société des Cris de la Baie James est moins celle du changement que provoque l'appropriation d'une telle pratique que les modalités de cette pratique elle-même par une catégorie de sa population. Nous nous contenterons donc de rendre ici quelques traits d'une pratique émergente et « en train de se faire » (Accardo 1995; Bennett 1996; Harrington 1997; Lester 1980; Padioleau 1976), de décrire les modalités de cette pratique que l'on a envisagée à travers l'agencement structurel sur lequel repose la rédaction du journal, le travail des journalistes, leurs liens avec les sources,

ainsi que le rubriquage et les qualités de contenu qui se sont construites à travers le travail des journalistes. Cette description nous aidera à mieux comprendre les stratégies que les journalistes tentent de mettre en place pour garder la maîtrise à la fois temporelle mais aussi spatiale d'un environnement en constante mutation.

LA SOCIÉTÉ CRIE

Le mode de vie traditionnel des Cris de la Baie James, fondé depuis plusieurs siècles sur un cycle cynégétique de chasse, de piégeage, de cueillette et de pêche (Wright 1981), sera progressivement bousculé par l'industrialisation croissante de la région orientale de la Baie James qui débutera peu après le commerce européen des fourrures grâce à l'implantation d'industries extractives exploitant le sous-sol ainsi que la forêt (Morantz 2002; Niezen 1998). La société des Cris de la Baie James sera littéralement transformée dans la seconde moitié du xx^e siècle par la mise en place des grands projets hydroélectriques approuvés dans le cadre de la négociation et de l'entente de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, signée le 11 novembre 1975 par les gouvernements du Canada et du Québec et les représentants cris et inuits (Gagnon et Rocher 2002). Les Cris se verront reconnaître par la Convention une série de droits précis touchant au maintien et au développement de leurs activités traditionnelles et conserveront les droits exclusifs d'usage de la faune sur un territoire ne couvrant plus que 20 % de la superficie dont ils jouissaient autrefois (La Rusic *et al.* 1979 : 227). La Convention fera intervenir prioritairement la reconnaissance des activités de subsistance traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage qu'elle protégera grâce à une catégorisation² de l'ensemble du territoire de chacune des neuf communautés en échange de compensations financières importantes.

Les négociations auront pour autre conséquence la mise en place au niveau régional d'*appareils bureaucratiques* (La Rusic *et al.* 1979) gouvernant la vie des populations des cinq villages côtiers situés sur les rives de la baie James et de celle des quatre villages plus à l'intérieur des terres³, depuis les campements de chasse sur les territoires en passant par les villages. Cette dimension régionale, *Eeyou Istchee*, correspond à un territoire équivalant à une municipalité régionale de comté du Québec, représenté par une entité politique, le Grand Conseil des Cris, et une administration, l'Autorité régionale crie qui assure aux neuf communautés les services nécessaires à leur fonctionnement, tandis que la Commission scolaire crie, et le Comité de santé cri assurent les services d'éducation et de santé. La région se construit effectivement à travers les bureaux et les administrations qui ont été mis en place après la Convention de la Baie James. Les Cris assistent à une uniformisation relative du paysage social et institutionnel de chacune des communautés à travers des institutions administratives puissantes qui les irriguent de directives et de procédures et induisent, en conséquence, un processus d'uniformisation des institutions locales : le conseil de

bande, le siège du politique, le centre économique, le centre de santé, les institutions de l'éducation.

Par ailleurs, les Cris assistent dans l'espace régional à une révolution des formes de sociabilité, résultant du développement des transports (voitures, camionnettes, avions, motoneiges) et des nouveaux moyens de communication (téléphonie fixe, télévision, satellite, Internet, téléphonie mobile, etc.) qui imposent à la société de nouvelles formes de relations au temps et à l'espace (McLuhan 1964; Ginsburg; Abu-Lughod et Larkin 2002; Wilson et Stewart 2008), mais permettent également de corriger un paysage social plus flou et géographiquement très étendu, dans lequel vivent maintenant de nombreux Cris. À l'aube du xxi^e siècle, la société crie ne fait pas qu'assister pas à la révolution numérique, elle y participe parce que ces technologies répondent à des besoins liés à la dispersion de la population sur neuf villages plus ou moins éloignés les uns des autres : la télémedecine, les services administratifs à distance, le commerce électronique, l'échange de données informatisées interne et externe entre entreprises et administrations, des visites virtuelles de chacune des communautés, la consultation de documents et d'ouvrages liés à des sujets qui concernent la société crie, la fourniture de services d'information, les transactions électroniques, les messages éducatifs à distance... tous ces services montrent que la société crie a résolument fait le choix des technologies de l'information et de la communication. En quelque dix années, et grâce à la déferlante Internet, les communautés se sont connectées, et chacune rivalise en astuce et ingéniosité pour présenter sa communauté et ses plus beaux attraits sur un site « en ligne » accessible au monde entier. On navigue sur le Web dans les administrations. Aujourd'hui, avec le courrier électronique et les groupes de discussion, la jeune génération crie se donne rendez-vous sur les grands réseaux sociaux, dont Facebook ou Twitter, pour partir à la chasse, pour constituer le groupe en fonction des disponibilités de chacun ou pour signaler sa présence dans telle communauté à l'occasion des nombreuses réunions sociales, religieuses, culturelles ou politiques qui jalonnent le quotidien des villages. Outre le fait de conforter les liens de solidarité existant depuis des temps immémoriaux, ces réseaux constituent par ailleurs de véritables forums de discussion qui s'inscrivent comme plate-forme d'un débat consensuel, mais aussi où se débattent de nombreux conflits qui animent les communautés.

LA MÉTHODE UTILISÉE

La collectivité doit en conséquence être comprise aujourd'hui selon une géographie sociale multi-centrée (Marcus 1995; Ginsburg, Abu-Lughod et Larkin 2002), depuis les communautés dans le Nord jusqu'à Montréal ou Ottawa, au sud, où sont implantées certaines administrations régionales et où, par voie de conséquence, certaines familles ont dû s'expatrier. Elle correspond à divers types d'expériences que les Cris peuvent vivre en dehors de leur environnement social : les études, des formations, un

emploi parfois ou bien une maladie qui oblige à un séjour dans un hôpital de Montréal. Les circuits familiaux et communautaires assurent un régime de solidarité qui relie les individus depuis leurs maisons au sein de la communauté, et depuis les campements de chasse sur les territoires familiaux jusqu'aux grandes métropoles, ce qui a pour conséquence de redéfinir l'expérience de l'ethnographe, ses représentations, et même parfois celle des outils nécessaires pour comprendre la société crie contemporaine. Car, si l'ethnographe s'est concentré sur une ethnographie de la rédaction du journal *The Nation* au cours des années 2003-2004, il n'en a pas pour autant délaissé l'exploration des communautés et des campements au cours des deux années précédentes en se concentrant sur une communauté en particulier, Oujé-Bougoumou, depuis les campements de chasse jusqu'aux récentes institutions du village. Cette ethnographie a ensuite été complétée par de plus courts séjours au sein d'autres communautés de l'intérieur ainsi que des côtes.

La collecte des données s'est déroulée en effectuant une observation directe des procédures au sein même de la rédaction à travers différents postes d'observation, des journalistes en particuliers aux autres acteurs qui assurent la production du journal, mais aussi lors de reportages au cours desquels l'ethnographe fut cordialement invité par les journalistes eux-mêmes. Quelques informateurs clés ont joué un rôle capital dans l'élaboration de la recherche. Ces individus ont pu tenir ce rôle grâce à leur plus grande disponibilité, de même qu'au contact privilégié que l'ethnographe a su développer avec eux. Il faut souligner, par ailleurs, que le travail de terrain avec des journalistes permet de faciliter les échanges puisqu'ils sont très au fait des différentes techniques de récolte des données même ils s'accordent parfois des réserves à l'égard de certaines questions. Aux techniques d'observation participantes a été ajoutée une série d'entrevues semi-dirigées. Elles permettent d'aborder des sujets spécifiques tout en laissant émerger des informations parallèles pendant les échanges qui viennent enrichir la recherche et impliquent que des précisions soient apportées ultérieurement. Ces techniques ont particulièrement été utilisées avec les journalistes. Par ailleurs, des entrevues plus techniques et portant uniquement sur l'ensemble des procédures journalistiques ont été effectuées avec ces derniers.

La réalisation de cette recherche est le résultat d'une étroite collaboration avec les journalistes et les membres de la rédaction. Après avoir soumis le projet au rédacteur en chef du journal *The Nation* ainsi qu'à son groupe fondateur, une résolution a été signée afin de garantir un cadre éthique aux différents participants au sein de la rédaction. Ce projet a par ailleurs fait l'objet d'une grande transparence par la mise à disposition des données recueillies par l'ethnographe au quotidien. Enfin, avant de débiter, le projet de recherche a fait l'objet d'une présentation des différentes étapes de sa réalisation à tous les membres de la rédaction afin qu'ils soient clairement informés et décident ou non d'y contribuer.

AU CŒUR DE LA RÉDACTION

La rédaction du journal *The Nation* est située au centre d'un quartier cosu de la ville de Montréal, dans un grand édifice industriel que se partagent de nombreuses petites entreprises. La salle de rédaction est constituée d'un enchevêtrement de bureaux, réunis au sein d'une seule et même pièce, tous équipés d'un ordinateur, d'un téléphone, et à partir desquels chacun des employés tente comme il peut de maintenir une certaine intimité tout en restant réceptif aux activités de la rédaction. Le journal fonctionne schématiquement autour des quatre services que sont l'administration, la publicité, la fabrication du journal et la documentation.

L'administration est organisée autour de quatre bureaux où le personnel s'occupe de la gestion, des questions commerciales et financières, de la livraison du journal aux communautés et aux points de distribution répartis dans la région Eeyou Istchee, ainsi que de la promotion des ventes. Grâce à ses activités annexes de publication, d'édition et de documentation, l'administration assure ainsi la santé financière du journal et ne se distingue de celui-ci que par son nom d'entreprise.

Le conseil éditorial du journal est constitué des quatre journalistes qui ont été à l'origine de sa création. Trois de ces acteurs sont issus des communautés crie de la Baie James, deux étant des communautés côtières Chisasibi et Waskaganish, et le troisième, de la communauté la plus importante de l'intérieur, Mistissini. Ce dernier occupe la position de rédacteur en chef. La quatrième personne de ce groupe décideur est issue de la société canadienne. Le secrétaire de rédaction est un jeune Mohawk tout récemment engagé par le journal. Deux à trois journalistes assurent les bases du travail et restent de façon permanente dans la rédaction. L'un d'eux a effectué une courte formation de journalisme, qu'il a entamée en travaillant dans la radio locale en retournant dans sa communauté d'origine, Chisasibi. Le journal fait également appel à trois correspondants locaux auxquels une rubrique est réservée tandis que des correspondants occasionnels peuvent disposer d'espace de publication si des événements importants surviennent. Deux designers graphiques assurent la mise en page du journal. Un correcteur effectue le travail de relecture au fur et à mesure de la production des articles et avant l'impression finale de chacun des numéros.

JOURNALISTES AU TRAVAIL

La parution du journal s'effectue toutes les deux semaines, ce qui laisse aux journalistes une durée de travail et d'action de dix jours au total pour récolter les informations, parfaire leur article et l'envoyer à temps pour correction au moment du bouclage :

En général, une fois que nous avons eu la réunion de rédaction, au cours de laquelle on décide de qui fera quoi, des sujets traités et de l'espace disponible, on se met au travail. Nous avons notre réseau de contacts qu'on se met à consulter, que l'on appelle ou qui nous appellent parfois, et qui nous donnent les informations majeures qui se sont déroulées dans les derniers jours. On consulte les courriels aussi. On appelle les gens dans les

communautés, les gens nous rappellent : par exemple on saura par des sources qu'il y a eu des coups de feu à Mistissini ; dans ce cas, on appelle le conseil de bande, le poste de police, mais on aura en général trop peu d'informations. Il faudra alors passer par des témoins ou des victimes dans le meilleur des cas [...] : c'est un processus de collecte de l'information en parlant le plus possible à des gens. Ensuite il faut retranscrire les entrevues, et les articles prennent forme ainsi, au fur et à mesure.

Comme l'évoque ce témoignage du secrétaire de rédaction, un travail de routine s'observe aisément dans la rédaction, où les journalistes commencent leur journée en scrutant les annonces parvenues à la rédaction dans leur réservoir de messages Internet ou dans les boîtes téléphoniques. Les routines quotidiennes sont faites aussi des survols des revues de presse des grands quotidiens nationaux et provinciaux, de l'écoute de la radio branchée en permanence et d'autres réseaux d'information, dont la chaîne de télévision nationale des Premières Nations, APTN (Aboriginal Peoples Television Network). La publication des numéros du journal se fonde, par ailleurs, sur plusieurs cycles concomitants qui se chevauchent, faisant intervenir les sujets écologiques, politiques et sociaux pour donner au journal son orientation et faisant clairement ressortir une certaine routine dans le quotidien de la rédaction. Les cycles de la chasse à l'oie du printemps puis à l'original pour l'automne, annoncés chaque année et largement couverts, tout comme les réunions politiques annuelles ou mensuelles du Grand Conseil des Cris, et de l'Administration régionale crie, ainsi que ceux des conseils de bande dans les communautés, sans oublier les élections de chefs ou de personnes à des postes importants figurent à ce calendrier sur lequel rédacteurs comme lecteurs peuvent s'appuyer. La saison de hockey comble le cycle social, joignant les festivités des regroupements ancestraux réactualisés sur les bords de lacs et qui sont l'occasion d'un numéro chaque année.

Devant l'inexorable tic tac de la pendule qui tourne, les journalistes de la rédaction dépendent pourtant aussi de nombreux événements anodins qui se produisent dans l'univers des communautés qu'ils scrutent en permanence, ce qui les oblige à réagir. Par exemple, les accidents qui engagent les automobilistes, les motoneigistes, les camions, demeurent nombreux durant les longs mois de l'hiver sur les routes enneigées et parfois verglacées de la Baie James. Ils augurent alors bien souvent des drames que les journalistes chercheront à relater le plus fidèlement possible. Il en va de même pour les tragédies de l'existence nordique, et les journalistes rapportent tristement de fréquents suicides.

La rédaction arpente de façon constante son territoire en assurant le suivi de certains événements tout en restant vigilante face à des nouvelles particulières qui vont surgir dans le champ médiatique dans un laps de temps restreint. Suivant l'emplacement et « les yeux » dont ils disposent, les journalistes seront à l'affût de la moindre alerte pour réagir promptement.

LES SOURCES

Par voie de conséquence, le poids des sources est considérable puisqu'il tend également à réduire l'autre

constante immuable à laquelle sont soumis les journalistes : la distance qui les sépare constamment des lieux des événements qu'ils convoitent. Il s'agit là d'une tension constante qui les obsède et dont ils tentent une maîtrise continue et relative notamment grâce aux meilleurs de leurs alliés : les sources dont ils disposent dans chacune des communautés, mais aussi une présence directe de leur part auprès de la population lorsqu'ils sont en reportage afin d'établir les conditions d'une proximité. Les sources institutionnelles des communautés que sont la clinique, la police locale, le centre des affaires économiques et le conseil de bande se révèlent être très importantes ; elles constituent des points d'ancrage privilégiés permettant aux journalistes de se tenir au courant des événements majeurs qui animent le quotidien des communautés et les préoccupations de leurs habitants. Ce tableau des sources se complète du corps social dans lequel les journalistes vont pouvoir puiser leurs informations. Il est constitué de personnes anonymes concernées par un sujet donné et à partir desquelles les journalistes travailleront pour élargir leur réservoir d'informateurs et ainsi étayer leur article. Certains habitants constituent un autre point d'ancrage majeur et parfois décisif puisqu'ils donnent la possibilité aux journalistes d'avoir accès à des informations que les autorités locales ne peuvent pas toujours divulguer. Les journalistes s'appuient, par ailleurs, sur les liens et alliances amicales mais aussi sur ceux de la parentèle dont ils disposent au sein des communautés. Ainsi, deux des quatre journalistes les plus anciens du journal sont issus, l'un de la communauté la plus importante des Cris de l'intérieur, Mistissini, et l'autre de la plus importante du groupe des côtes, Chisasibi.

Les journalistes multiplient autant que possible leur présence dans les communautés ou partout ailleurs lorsque l'information peut se révéler pertinente. Les accords tarifaires négociés avec la compagnie crie aérienne AirCreebec, qui tient en échange un large encart publicitaire à chaque publication du journal, assurent aux journalistes des déplacements réguliers dans les communautés et leur permettent ainsi « d'occuper le terrain ». Les journalistes de la rédaction ne sont donc pas toujours rivaux à leur bureau. Ils se muent fréquemment en reporters lorsque des manifestations politiques sociales ou culturelles les appellent pour assister à l'événement ou pour enquêter. Leur polyvalence les amène encore à montrer de bonnes aptitudes à la photographie lorsqu'ils sont détachés de la rédaction. Les meilleurs clichés seront réservés pour l'article du numéro en cours, tandis que les restants seront utilisés à d'autres occasions et constitueront une réserve iconographique soigneusement conservée dans une armoire non loin des archives et de la documentation.

LES RUBRIQUES

Sous l'autorité du rédacteur en chef, assisté de son secrétaire de rédaction qui partage avec lui les tâches de conception, d'organisation et de coordination, les journalistes sont répartis en services plus ou moins spécialisés. Des spécialisations traditionnelles apparaissent effectivement,

bien que la taille réduite du journal permet une certaine souplesse dans la répartition des rubriques. Les compétences qu'elles impliquent reposent sur la connaissance et l'expérience acquise sur plusieurs années au sein même des environnements spécifiques de la société crie que les journalistes convoient pour pouvoir prétendre en assumer tous les angles d'écriture : les journalistes cris, ayant grandi dans leurs communautés respectives et ayant participé aux rouages politiques des négociations, auraient ainsi une préférence pour des sujets politiques, économiques, juridiques et sociaux. Le jeune secrétaire de rédaction d'origine mohawk qui avait débuté sa carrière au sein du journal ne couvrirait au départ que des sujets d'actualité, ce qui n'impliquait pas une grande connaissance de la société crie. Ce ne fut qu'après plusieurs reportages et visites dans la région de la Baie James qu'il lui fut accordé la légitimité d'aborder non seulement les sujets les plus sensibles de la société crie mais aussi de rédiger les éditoriaux, réservés auparavant au rédacteur en chef.

Ainsi, si certains des journalistes se révèlent plus spécialisés que d'autres, chacun se doit de demeurer polyvalent sur un ensemble de sujets que l'on peut rassembler autour de sept rubriques majeures. Les brèves, issues de l'actualité, sont rédigées au fur et à mesure des informations que les journalistes reçoivent de leurs sources ou encore des rumeurs qu'ils devront vérifier par eux-mêmes en téléphonant à des interlocuteurs possiblement concernés pour en confirmer l'authenticité, puis en rédiger une brève avec exactitude. L'actualité joue un rôle essentiel dans ce qui fait l'identité du journal puisque, selon un des journalistes, « elle montre qu'il se passe toujours quelque chose en Eeyou Istchee ». Les contenus de celle-ci sont rarement décidés lors de la réunion de rédaction. Ils parviennent dans le réservoir d'informations des journalistes au compte-goutte, et sa publication est alors décidée « sur-le-champ », après consultation du chef de la rédaction qui en validera la pertinence et décidera de l'inclure dans les colonnes du numéro en cours en fonction de l'espace restant. Bien que la presse écrite ait une périodicité relativement lente par rapport au flux incessant des dépêches, il y a une minute fatidique au-delà de laquelle une nouvelle qui arrive dans la salle de rédaction ne pourra pas être publiée et attendra, éventuellement, le prochain numéro. L'intérêt du public cri pour l'actualité est moins guidé par le caractère dramatique ou insolite des faits que parce qu'elle révèle le degré de connivence des journalistes et du journal en général avec le monde communautaire, qu'il s'agisse de l'ensemble de la population (salariés, trappeurs, etc.) ou des administrateurs et des dirigeants de la communauté. L'actualité constitue en cela un indice prégnant de la réactivité du journal auprès du public cri qui juge, à chacun des numéros, le laps de temps entre le déroulement du fait et la version que les journalistes en donneront lors de la parution du journal. Ces derniers savent alors pertinemment que les lecteurs les attendent « au tournant ».

Les sujets politiques sont réservés au rédacteur en chef ou à ceux qui ont participé d'une manière ou d'une autre

aux événements de la Convention de la Baie James. D'une part, parce que certains ont développé des liens et ont une certaine accointance avec le monde des dirigeants cris et, d'autre part, parce qu'ils sont très au fait des rouages de la Convention, de l'évolution des négociations et des lois qui en découlent. Même si ces sujets se révèlent parfois ardues, ils sont très suivis dans les colonnes du journal, et ce d'autant plus que le rédacteur revendique la nécessité constante d'apporter un éclairage sur les actions et les décisions de ceux qui décident du destin de la société crie. Comme les sujets politiques, les sujets économiques sous-tendent justement les décisions des dirigeants ou les accords qu'ils ont passés avec les gouvernements de la province ou du fédéral. Ils sont aussi souvent liés à l'écologie, qui figure parmi les sujets les plus sensibles que traitent les journalistes et dont ils assurent le suivi.

Par ailleurs, les sujets sociaux ont pris une place considérable dans les colonnes du journal :

Nous tentons d'être plus proches des préoccupations des gens. Nous traitons maintenant les sujets plus sociaux. Au cours des premières années de la publication du journal, nous tendions vers des sujets politiques. C'était après les négociations de la Baie James, et certaines choses devaient être clarifiées.

Comme l'explique le rédacteur en chef, le caractère social des sujets abordés s'est peu à peu substitué aux angles parfois trop politiques plus éloignés des préoccupations des lecteurs. Le journal s'est tourné ainsi vers des thèmes aussi variés que l'éducation, la santé et la religion, optant pour des sujets difficiles à aborder et demeurés tabous dans la société crie : la drogue, l'alcoolisme, le diabète, la violence intrafamiliale. Le journal s'est ainsi trouvé une vocation moralisatrice allant parfois jusqu'à bousculer des principes moraux de la société et exposant les journalistes à de longues polémiques.

La culture tient également une place importante dans le journal : outre les récits historiques recueillis par un journaliste du journal auprès des aînés de sa communauté d'origine, des récits de chasse et des légendes occupent aussi régulièrement les colonnes du journal et sont traduits en cri syllabique. Selon le rédacteur en chef,

ce qu'il faut savoir, c'est que nous venons d'une société dans laquelle la parole, l'oral, tient une place importante. Les aînés savaient comment raconter des histoires. Maintenant, les choses font que nous devons les transcrire.

Ce travail de mémoire ne se réduit pourtant pas seulement à la fonction de transcription, comme l'affirme le rédacteur en chef ; il fait figure de moyen technique dont disposent les journalistes pour rédiger leurs articles :

Les légendes, celles que l'on insère dans certains numéros montrent comment les faits doivent être exprimés. Finalement c'est un peu pareil pour nos articles. Il nous faut raconter des événements qui se produisent aujourd'hui comme les aînés racontent leurs légendes. Sauf qu'eux se réfèrent au passé. Nous, nous sommes dans le présent.

Même si les journalistes admettent se conformer à la règle journalistique classique des cinq questions⁴, la sélection

parmi le flux des faits et leur mise en forme narrative n'empêche pas la formulation en histoires des événements sélectionnés. Ce principe stylistique n'occulte pas un autre aspect important auquel sont attachés les fondateurs du journal, l'humour, qui est réservé à trois chroniqueurs dont les opinions et commentaires sont bien souvent teintés de sarcasme et d'humour – ce qui atténue la tendance parfois trop factuelle du journal.

CONCLUSION

Le journal *The Nation* a été une réponse aux transformations culturelles entamées à la suite des accords de la Baie James. Né de la contestation de quelques-uns des acteurs issus de la société crie, le journal voulait clairement chercher à activer un dialogue social qui échappait alors au pouvoir en place. Par leur volonté de gagner une légitimité auprès d'un lectorat hétérogène, ses fondateurs évoquent, dans des entretiens respectifs, la difficulté des premières années du journal, le peu de ressources matérielles et financières, mais aussi leur détermination à bâtir et à maintenir leur indépendance à l'égard des puissantes administrations crie, conscients qu'une institution ait lieu d'exister et produise du sens lorsqu'une société fait face à des transformations importantes. Mais, alors que tant de publications naissent pour disparaître quelques semaines, voire quelques mois plus tard (Murphy 1981 ; Alia 1999), le journal *The Nation* jouit d'une longévité étonnante : en 2003, alors que nous entamions notre travail de terrain, la Rédaction fêtait ses dix années d'existence et faisait paraître un numéro spécial pour l'occasion. Comme l'exprime alors l'un des plus virulents chroniqueurs crie du journal :

Lorsque le journal *The Nation* est né, de nombreux politiciens paraient qu'il ne ferait pas l'année. Surprise, surprise : non seulement *The Nation* a duré, mais il a duré plus longtemps que n'importe lequel de ces politiciens ! (*The Nation* 11(1), 28 nov. 2003 : 7)

Dans son éditorial, le rédacteur en chef attribue cette longévité à la persévérance de quelques-uns d'entre eux, mais aussi au soutien des lecteurs et à leur désir de connaître la vérité, même si, écrit-il, celle-ci est parfois difficile à comprendre (*ibid.* : 3). Il s'agit, poursuit le rédacteur en chef, de faire en sorte que chacun y distille ses propres idées : le journal ne sert qu'à produire la matière. Une matière produite à des centaines de kilomètres du monde communautaire, ce que le lectorat du journal ne manque pas de lui reprocher et qui sous-tend cette autre équation que les journalistes parviennent pourtant à résoudre chaque jour : celle de l'espace, tant par la distance qui les sépare de l'environnement qu'ils scrutent quotidiennement, qu'il convient d'associer au temps, que par l'inexorable périodicité de la production de chaque numéro à laquelle ils sont soumis. Les journalistes parlent pourtant d'un « temps indien » pour définir la mesure temporelle des deux semaines qu'ils jugent « relativement malléable », compte tenu de la flexibilité du contenu qu'ils s'autorisent pour chaque numéro, et au regard du rythme de travail modulable que s'impose chacun des journalistes. Par ailleurs, comme le journal *The Nation* a quasiment le monopole de la publication sur ce qui se passe dans la

région Eeyou Istchee⁵, les journalistes ne subissent aucune pression ni urgence de concurrents extérieurs, comme cela se produit au sein de la presse québécoise ou canadienne, par exemple. La distance est maîtrisée grâce à un important travail avec les sources, et la tâche quotidienne des journalistes consiste à construire une connivence réelle avec le lectorat au sein de l'environnement communautaire dont le journal est le reflet et dont les rubriques constituent l'écho le plus manifeste.

On a, par ailleurs, reproché au journal son caractère bien trop centré sur les questions politiques, ce qui l'a obligé, dans les années 2000, à entamer un recentrage de ses activités sur un élément précis, l'information de proximité, afin de mieux coller au cadre des communautés crie. L'accent est mis sur le monde familial, celui des communautés, ce qui dote cette information d'une forte charge émotionnelle. Les informations de proximité renforcent implicitement les liens communautaires. Les journalistes, fondateurs du journal, tendent ainsi à se tenir garants des valeurs culturelles locales au détriment d'une posture trop contestataire répondant mal aux aspirations des lecteurs crie. La mise en avant de la solidarité, du respect des aînés, par exemple, vont figurer parmi les exemples qui seront évoqués pour répondre à la question de l'authenticité sans pour autant mettre de côté les questions sociales, politiques et économiques aux sources du dialogue social. Les nouvelles locales seront mises au premier plan, devant les questions politiques.

Le journal *The Nation* figure parmi les initiatives qui permettent de mesurer combien les sociétés autochtones tentent de garder la maîtrise d'une destinée qui ne peut plus s'affirmer dans le seul rapport intime des hommes avec leur milieu, mais dans le cadre de leur mutation institutionnelle et de l'initiative de micro-groupes, issus de la société, et qui vont agir pour l'intérêt général. Il s'agit, comme l'affirme Faye Ginsburg (1991), non plus seulement de la réappropriation des outils de communication par la société autochtone mais aussi et surtout de la réhabilitation d'un discours que la société dominante lui a trop longtemps confisqué. Son champ d'action trouve à s'exprimer dans la réappropriation de procédures d'écriture et la mise en ordre des idées. Il s'établit désormais dans le cadre de nouvelles contraintes spatiales et temporelles que l'exercice de la fonction journalistique s'attache à résoudre pour que le débat ait lieu autant dans le cadre de grandes assemblées communautaires que dans les colonnes d'un journal de presse.

Notes

1. Il faudra attendre les années 1960 pour voir fructifier des publications de groupes autochtones qui profiteront de fonds fédéraux. Les médias prendront plus d'importance dans les années 1970 avec les nombreux mouvements de revendications des groupes à travers l'Amérique du Nord. Parmi ces journaux figurent *Akwesasne Notes*, encore présent aujourd'hui, dans la nation Mohawks aux côtés de *Eastern Door*, ou encore le *Saskatchewan Indian*, à l'initiative des Crie de cette province, le *MicMac News*, journal des Micmacs de la Nouvelle-Écosse, ou encore le *Wawataways News*, basé à Sioux Lockout dans la province ontarienne. Dès 1980, on assiste à la création de journaux

plus influents, tels que *Sweetgrass*, *Windspeaker*, en Alberta, ou encore le journal *Aboriginal Voices*, puis *Kahtou*, « la voix des Premières Nations de la Colombie-Britannique ». Aujourd'hui, le journal *The Nation* est publié aux deux semaines et la version électronique est disponible sur Internet (voir <http://www.nationnews.ca>).

2. Les terres de catégories I sont à l'usage exclusif des Cris et gérées par eux. Elles comprennent les terres sur lesquelles sont installées les communautés de même que des terres avoisinantes. Les terres de catégorie II sont des terres publiques qui relèvent du gouvernement du Québec mais les Cris y détiennent des droits exclusifs de chasse, de pêche et de piégeage. Les terres de catégorie III sont aussi des terres publiques. Les Cris y détiennent des droits de chasse, de pêche et de piégeage qui sont cependant non exclusifs et qui doivent respecter le principe de conservation de la faune. Ils y ont par contre des droits exclusifs sur quelques espèces animales (certains poissons, certains animaux à fourrure). Par différentes ententes avec les autorités régionales et provinciales, les Cris participent de plus en plus à l'exploitation et à la gestion des ressources dans les terres de catégorie II et III.
3. Les Cris distinguent ainsi « ceux des côtes », *wiinipaku*, et ceux « de l'intérieur », *nûchimiuiiyiyiu*.
4. Le qui, quoi, où, quand, comment.
5. Le journal du Grand Conseil des Cris consiste en un compte rendu de ses activités et des projets réalisés par certaines administrations. Le *Eeyou Innu* paraît deux fois par année, l'hiver et l'été.

Médiagraphie

- ACCARDO, A., (dir.), 1995 : *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*. Le Mascaret, Bordeaux.
- ALIA, Valerie, 1999 : *Uncovering the North: News, Media and Aboriginal People*. UBC Press, Vancouver.
- , 2005 : *Media and ethnic minorities*. Edinburgh University Press, Edinburgh.
- , 2010 : *The New Media Nation. Indigenous People and Global Communication*. Berghahn Books Ed., New York/Oxford.
- BENNETT, W. Lance, 1996 : « An Introduction to Journalism Norms and Representations of Politics ». *Political Communication* 13(4) : 373-384.
- ELBERG, Nathan, R.F. SALISBURY et R. VISITOR, 1976 : *The end of the line: Communications in Paint Hills*. PAD Monographs n° 8, McGill University, Montréal.

- GAGNON, Alain-G., et Guy ROCHER (dir.), 2002 : *Regards sur la Convention de la Baie-James et du Nord québécois*. Québec Amérique, Montréal.
- GINSBURG, Faye, 1991 : « Indigenous Media: Faustian Contract or Global Village? » *Cultural Anthropology* 6(1) : 92-112.
- GINSBURG, Faye D., Lila ABU-LUGHOD et Brian LARKIN (dir.), 2002 : *Media Worlds: Anthropology on New Terrains*. University of California Press, Berkeley/Los Angeles/London.
- HARRINGTON, Walt, (dir.), 1997 : *Intimate Journalism. The Art and Craft of Reporting Everyday Life*. Sage, Londres.
- LA RUSIC, Ignatius E., S. BOUCHARD, A. PENN, T. BRELSFORD, J.-G. DESCHÈNES et R. SALISBURY, 1979 : *La négociation d'un mode de vie : la structure administrative découlant de la Convention de la Baie James : l'expérience initiale des Cris*. SSDCC, Montréal.
- LESTER, M., 1980 : « Generating Newsworthiness: The Interpretative Construction of Public Events ». *American Sociological Review* 45(6) : 984-994.
- MARCUS, George E. 1995 : « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography ». *Annual Review of Anthropology* 24 : 95-117.
- MCLUHAN, Marshall, 1964 : *Understanding Media: The Extensions of Man*. McGraw-Hill, New York.
- MORANTZ Toby, 2002 : *The Whiteman Gonna Getcha': The Colonial Challenge to the Cree in Quebec*. McGill-Queen's University Press, Montréal/Kingston.
- MURPHY, James Emmett, 1981 : *Let my People Know: American Indian Journalism 1828-1978*. University of Oklahoma Press, Norman.
- NIEZEN, Ronald, 1998 : *Defending the Land: Sovereignty and Forest Life in James Bay Cree Society*. Allyn & Bacon, Neidham Heights, MA.
- PADIOLEAU, J., 1976 : « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques ». *Sociologie du travail* 3 : 256-282.
- RICHARDSON, B., 1976 : *Strangers Devour the Land*. Douglas & McIntyre, Vancouver.
- SALISBURY, R., 1986 : *A Homeland for the Cree: Regional Development in James Bay, 1971-1981*. McGill-Queen's University Press, Montréal/Kingston.
- WILSON, Pamela, et Michelle STEWART (dir.), 2008 : *Global Indigenous Media. Cultures, Poetics and Politics*. Duke University Press, Durham and London.
- WRIGHT, James V., 1981 : « Prehistory of the Canadian Shield », in June Helm (dir.), *Handbook of North American Indians*, vol. 6, *Subarctic* : 86-96. Smithsonian Institution, Washington.

La revue *Recherches amérindiennes au Québec* est disponible dans les points de vente suivants :

BOUTIQUE DU MUSÉE POINTE-À-CALLIÈRE
150, rue Saint-Paul Ouest, Montréal (Québec)

LE PARCHEMIN
505, Sainte-Catherine Est, Montréal (Québec)

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
3200, rue Jean-Brillant, Montréal (Québec)

LIBRAIRIE DU NOUVEAU MONDE
103, rue Saint-Pierre, Québec (Québec)

LIBRAIRIE DU SQUARE
3453, rue Saint-Denis, Montréal (Québec)

LIBRAIRIE L'ÉCUME DES JOURS
125, Saint-Viateur ouest, Montréal (Québec)

LIBRAIRIE PANTOUTE
1100, rue Saint-Jean, Québec (Québec)

PARC ARCHÉOLOGIQUE DE LA POINTE-DU-BUISSON
333, rue Émond, Melocheville (Québec)

RENAUD-BRAY
(Différentes succ. au Québec)

ZONE LIBRE LIBRAIRIE
262, Sainte-Catherine Est, Montréal (Québec)